



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :
Centre d'Etudes Sociologiques et Politiques

Raymond Aron

CESPRA

sous tutelle des
établissements et organismes :

Centre National de la Recherche Scientifique

Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales



Février 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Notation

À l'issue des visites de la campagne d'évaluation 2012-2013, les présidents des comités d'experts, réunis par groupes disciplinaires, ont procédé à la notation des unités de recherche relevant de leur groupe (et, le cas échéant, des équipes internes de ces unités). Cette notation (A+, A, B, C) a porté sur chacun des six critères définis par l'AERES.

NN (non noté) associé à un critère indique que celui-ci est sans objet pour le cas particulier de cette unité ou de cette équipe.

Critère 1 - C1 : Production et qualité scientifiques ;

Critère 2 - C2 : Rayonnement et attractivité académique ;

Critère 3 - C3 : Interaction avec l'environnement social, économique et culturel ;

Critère 4 - C4 : Organisation et vie de l'unité (ou de l'équipe) ;

Critère 5 - C5 : Implication dans la formation par la recherche ;

Critère 6 - C6 : Stratégie et projet à cinq ans.

Dans le cadre de cette notation, l'unité de recherche concernée par ce rapport a obtenu les notes suivantes.

- Notation de l'unité : Centre d'Etudes Sociologiques et Politiques Raymond Aron CESPRA

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A	A+	A	A	B	A



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité :	Centre d'Etudes Sociologiques et Politiques Raymond Aron
Acronyme de l'unité :	CESPRA
Label demandé :	UMR
N° actuel :	8036
Nom du directeur (2012-2013) :	M. Philippe URFALINO
Nom du porteur de projet (2014-2018) :	M. Olivier REMAUD

Membres du comité d'experts

Président :	M. Jacques GUILHAUMOU, CNRS
Experts :	M ^{me} Fabienne BRUGERE, Université Bordeaux 3
	M. Pierre FOURNIER, Université de Provence (représentant du CoNRS)
	M ^{me} Laurence KAUFMANN, Université de Lausanne, Suisse
	M ^{me} Frédérique MATONTI, Université Paris 1 (représentante du CNU)
	M ^{me} Valérie PACAUD, CNRS, Université de Picardie (représentante du CoNRS)
	M. Guy SAEZ, CNRS, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble
	M. Stéphane VANDAMME, Institut d'Etudes Politiques de Paris

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Gilles PINSON

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Giorgio BLUNDO, EHESS, Paris



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité

Le Centre d'Etudes Sociologiques et Politiques Raymond Aron, CESPRA, est issu, depuis le 1^{er} janvier 2010, de la fusion de deux laboratoires, le Centre de Sociologie du Travail et des Arts, CESTA, et le Centre de Recherches Politiques Raymond Aron, CRPRA. Les locaux du centre sont situés dans l'immeuble occupé par l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, au 105 bd Raspail, Paris, 6^e arrondissement.

Equipe de Direction

M. Philippe URFALINO, Directeur du CESPRA

Nomenclature AERES

SHS2_2 Science-politique ; SHS2_4 Sociologie, Démographie ; SHS5_4 Philosophie, science des religions, théologie ; SHS6_1 Histoire

Effectifs de l'unité

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	14	17	17
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	10	7	7
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	7,5	7,5	
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	2	1	1
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)	1,5	3	3
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	1		
TOTAL N1 à N6	36	35,5	28

Taux de producteurs	100%
---------------------	-------------

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	72	
Thèses soutenues	54	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	1	
Nombre d'HDR soutenues	2	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	19	20



2 • Appréciation sur l'unité

Points forts et possibilités liées au contexte

L'unité a pour points forts, d'une part, la réputation internationale d'individualités fortes, attestée par les nombreuses sollicitations venant de l'étranger et, d'autre part, une notoriété éditoriale indéniable.

Par ailleurs, ce centre de recherche a acquis une importante cohérence suite à la fusion centrée sur une thématique du politique mettant l'accent sur le lien entre le politique et la philosophie. Il la doit tout particulièrement à la capacité de la direction à entraîner les membres derrière un projet intellectuellement cohérent.

Ainsi, l'unité est devenue attractive, notamment auprès des doctorants et étudiants de master étrangers, et a obtenu le soutien de ses tutelles, l'EHESS et le CNRS.

Enfin, une politique active et stratégique de recrutement constitue un contexte particulièrement favorable au développement des points forts de l'unité.

Points à améliorer et risques liés au contexte

L'unité présente un trop faible dynamisme dans la recherche de financements sur contrats, notamment du fait de l'absence d'expériences de montage et de gestion de projets ANR. De manière générale, elle présente une certaine difficulté à intégrer les normes introduites par les nouvelles formes d'organisation de la recherche (incitation à la recherche collective, à la recherche sur projets, etc.).

Par ailleurs, le comité constate une trop faible socialisation des doctorants, notamment français, aux conditions nouvelles de la recherche et de la professionnalisation. Certes, le problème est lié aux au fonctionnement de l'Ecole doctorale de l'EHESS et ne dépend pas uniquement de l'unité elle-même.

Il convient aussi de noter l'absence d'une prise de position nette dans le projet sur la disparition progressive de la tradition de sociologie de la culture et de l'art dans les activités du centre, d'autant plus que des personnels d'appui à la recherche sont très liés à cette tradition.

Recommandations

- Recommandations à la direction de l'unité

Le comité propose au centre de travailler de façon plus ample à l'opérationnalisation de son projet de recherche et d'œuvrer pour transformer les axes thématiques en programmes de recherche. Il serait ainsi possible de mettre en place, à partir du séminaire commun sur la philosophie politique normative, un plateau transversal permettant de fédérer les axes.

Le comité propose, également, à l'unité de mener une réflexion collective sur la professionnalisation des doctorants (communication, publication, formation aux méthodes, etc.), en collaboration avec l'Ecole doctorale de sciences sociales de l'EHESS (ED 286).

Enfin, il conviendrait d'accompagner l'évolution des champs d'activité des personnels d'appui à la recherche, notamment ceux travaillant sur la sociologie des métiers de l'art et de la culture.

- Recommandations aux tutelles

Il faudrait :

- donner à l'unité les moyens de gérer des contrats de recherche ;
- aider l'unité à mieux coordonner ses efforts, en lien avec l'Ecole doctorale, en matière de suivi des doctorants ;
- favoriser le développement des coopérations du CESPRA avec d'autres unités de l'EHESS travaillant sur le politique. A ce titre, il serait utile de reconsidérer le projet du CNRS de fusionner le CESPRA avec le CIEFR.



3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques

Les chercheurs du CESPRA, qu'ils viennent de l'ex CRP-RA ou du CESTA, qu'ils soient philosophes, historiens, politistes ou sociologues présentent à l'évaluation des publications de grande qualité. Cette qualité est attestée pour la plupart d'entre eux par une reconnaissance de la communauté scientifique qui est déjà ancienne, car leurs travaux ont marqué les débats scientifiques dans leurs domaines respectifs. Dans le document d'autoévaluation (partie en anglais), il est fait état de résultats importants dans 5 champs de recherche : les travaux sur la démocratie représentative et la délibération, l'histoire au tournant de la Révolution française, la sociologie des professions, la philosophie de l'esprit et de l'action, la sociologie des religions dans l'espace public. La polarisation qui se fait jour sur l'articulation entre « philosophie politique et sciences sociales » – il faut entendre ici des sciences sociales qui ont pour objet central le politique – et la revendication d'une interdisciplinarité active est à même de définir, à un haut niveau d'agrégation, une identité scientifique fortement valorisée.

Le document montre, en français cette fois, que rapporter la production scientifique à des « axes de recherche » bien spécifiés a été un exercice difficile du fait des entrées et sorties de chercheurs de l'équipe, et aussi du fait des traditions thématiques et problématiques diverses des deux anciens laboratoires et des multiples pratiques de l'interdisciplinarité. Le comité considère donc qu'il n'est guère cohérent d'évaluer la production et la qualité du CESPRA, en matière de bilan, à l'aune d'un « projet scientifique » cohérent, parfaitement situé, impeccablement décliné, et dont les « résultats » seraient à apprécier selon des « objectifs » clairement explicités.

Ce qui se dégage nettement de l'examen des productions, c'est davantage la circulation des « affinités électives » entre grands intellectuels, la constitution d'une atmosphère scientifique entre des chercheurs assumant des héritages prestigieux, et un style d'intervention et d'engagement scientifiques bien identifié en France et à l'étranger. Ainsi, la qualité de la production scientifique peut se mesurer par les supports de publications, revues et éditions de grand rayonnement (dont certains sont d'ailleurs dirigés par des membres du laboratoire), l'organisation et la présence à des colloques représentatifs et par les invitations à séjourner dans des universités étrangères de premier rang mondial.

Au plan quantitatif, on remarque la forte proportion d'ouvrages et de contributions à ouvrages par rapport aux articles : les revues les plus fréquentées sont anciennement au cœur de la discipline en histoire (*Annales*), en sociologie (*l'Année sociologique*, *la Revue Française de Sociologie*), mais pas en science politique. Privilégier le livre est conforme à la pratique générale des sciences sociales, mais dans la mesure où celle-ci évolue vite, notamment par la multiplication d'articles de haut niveau dans des revues papier et/ou en ligne, le comité souhaite que la stratégie éditoriale évolue en ce sens. Sur les 32 ouvrages publiés dans la période de référence, 4 ont fait l'objet de traductions, 1 a été directement écrit en langue étrangère. La proportion de publications en langue étrangère passe à environ 20% si on considère les articles et s'établit à 22% pour les contributions à ouvrage, ce sont là des proportions très honorables dans le contexte français.

Toutefois, la « scène internationale » à laquelle s'adresse le CESPRA reste très occidentale (européenne et nord-américaine essentiellement, avec une ouverture sur l'Amérique du Sud plus prononcée ces dernières années). En ce qui concerne la forte participation à des colloques et conférences (indicateur plus ou moins fiable de l'insertion dans des réseaux internationaux), on ne compte, par exemple, que 10% de contributions en dehors de l'Europe, rien en Asie, hormis 2 en Inde.

On ne trouvera rien d'étonnant à ce que les docteurs et doctorants reproduisent certains tropismes politico-géographiques dans leurs travaux publiés ou dans leurs pratiques de recherche. Bien que la classification des travaux du groupe « docteurs-doctorants » ne soit pas très lisible, dans la mesure où l'on trouve sur le même plan des contributions substantielles et des recensions, le volume des publications et contributions est important : 60 références pour les ACL, 63 pour les articles non répertoriés et un total de 267 communications à des colloques (dont 46 avec actes). Ce dynamisme se retrouve dans les responsabilités exercées par les doctorants dans l'organisation d'événements scientifiques (54 participations). Plus classiquement, les docteurs-doctorants ont publié 26 ouvrages et 70 contributions à ouvrages, dont au total 33% sont en langue étrangère, une proportion nettement plus élevée que celle de leurs aînés.



Ces données favorisent une insertion à la communauté scientifique de bon niveau. Cependant, le débat pour savoir s'il faut, durant le temps doctoral, s'en tenir à l'écriture de la thèse ou commencer déjà à publier demeure peu avancé au sein du laboratoire, faute d'une politique volontariste de publications des doctorants selon les critères scientifiques actuels. On doit également considérer que les 52 thèses qui ont été soutenues depuis 2007 comme une preuve supplémentaire du dynamisme des doctorants. Aujourd'hui 74 thèses sont en cours ; elles sont assez concentrées sur quelques approches problématiques puisque 3 membres habilités à diriger des recherches (Hdr) dirigent 45% de ces thèses et 5 Hdr 70%.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques

La notoriété nationale, européenne et internationale du laboratoire est bien établie. Le CESPRA contribue indiscutablement au rayonnement de la recherche sociologique, historique et philosophique française.

La position institutionnelle prééminente de l'unité dans la recherche en philosophie politique ou en sociologie de la culture en France et dans le monde est indiscutable. Elle se traduit sur le plan national par la très bonne visibilité de certains de ses membres, par le rayonnement d'une partie des publications, par des partenariats divers (chercheurs associés, conventions, mobilité des membres et des étudiants) et nombreux. Il existe certaines coopérations, comme par exemple avec le GIS *Démocratie et Participation*. La diversité et la qualité de la production en langue française, en particulier à travers les ouvrages marquants des chercheurs de l'unité ainsi que l'activité éditoriale, assurent un rayonnement constant et une très grande notoriété. La présence active des membres du centre dans les comités de lecture de revues scientifiques est aussi notable.

Le rayonnement international repose à la fois sur une longue tradition d'internationalisation, et sur les positions occupées par ses chercheurs actuellement dans des universités étrangères de grand renom (Chicago, New York University), mais aussi par la fréquence des invitations et des collaborations à l'étranger. La production scientifique en anglais est tout à fait remarquable avec près de 20% des articles et 22% de contributions à des ouvrages. Le centre se signale aussi par une politique active de traduction.

La volonté de l'unité d'être une unité internationale s'est progressivement concrétisée dans une organisation et des actions spécifiques, destinées à encadrer et à gérer les nombreux accords passés avec des universités étrangères en attirant un grand nombre d'étudiants étrangers, mais aussi par la mise en place de colloques internationaux. L'utilisation des invitations de collègues étrangers par l'EHESS s'avère un instrument utile pour orienter la coopération.

Au sein de l'EHESS, les chercheurs ont su développer des activités transversales à travers leurs séminaires et leurs enseignements dans les différentes mentions de l'Ecole doctorale. Le pilotage par deux membres de l'unité d'un programme de recherche inter-disciplinaire (PRI) sur la guerre au sein de l'établissement souligne la capacité d'initiative et d'animation de la recherche collective. Les membres du CESPRA ont aussi été très présents dans le manifeste *Faire des sciences sociales* paru fin 2012 qui dresse le nouveau profil intellectuel de l'EHESS. De même, la participation au LABEX TEPISIS montre la bonne intégration du CESPRA dans le PRES HESAM.

Le comité souhaiterait que ces collaborations locales soient plus étendues avec d'autres institutions universitaires qui pratiquent ce même type d'interdisciplinarité autour du politique en France. De même, il est à noter que peu de membres de l'unité sont actifs dans les associations professionnelles et les « sociétés savantes », notamment en science politique et en philosophie.

Cette attractivité naturelle liée à la « marque EHESS » ne doit cependant pas empêcher d'aborder certaines questions relatives à la stratégie internationale de l'unité. La direction de l'unité reconnaît qu'une stratégie en matière de relations internationales n'existe pas aujourd'hui, mais qu'il faut, en raison de l'ouverture aux aires culturelles et plus largement la modification de son périmètre disciplinaire, réfléchir à une internationalisation plus structurée qui passe à la fois par l'établissement de réseaux de recherche autour de son projet, mais aussi par une meilleure intégration de ses étudiants étrangers. Par exemple, la présence très positive de spécialistes d'aires culturelles ne devrait-elle pas se concrétiser par des stratégies de coopération plus affirmées ? Les relations sont solides avec les universités sud-américaines, chinoises ou nord-américaines. Ne devraient-elles déboucher sur une réflexion sur la diversification des langues d'enseignement ?

L'internationalisation de l'unité est dépendante des différentes individualités qui « portent », parfois avec beaucoup de dynamisme, un projet collectif encore en devenir. Il serait souhaitable que le centre ait une réflexion sur la structuration de son réseau de recherche au niveau global.



Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel

Le rayonnement du CESPRA se mesure par son engagement dans des partenariats solides et pérennes. Depuis plusieurs années, l'unité entretient des relations contractuelles avec le Ministère de la Culture sur la production et l'analyse statistique des données sur les intermittents du spectacle. L'unité est toutefois consciente du problème de pérennité de ces contrats privilégiés et formalisés. Plus récemment, l'axe de recherche sur la violence politique et la guerre a noué un partenariat de recherche avec le Ministère de la défense autour des questions de guerre. Ces partenariats institutionnels permettent de structurer des collaborations dans le temps et participent à l'accroissement des ressources financières du laboratoire. Elles donnent aussi lieu à des contrats pour des doctorants.

Toutefois, il n'a pas été mentionné de liens avec le milieu associatif et les acteurs sociaux. Les relations avec l'environnement socio-économique semblent se limiter à des liens forts avec des institutions. Les chercheurs du CESPRA doivent être incités à développer ce type de liens avec la société civile d'autant que le futur axe trois de recherche « les frontières du politique » comprend une entrée « engagement » et qu'un nombre important de doctorants travaille sur les mouvements sociaux.

Le rayonnement du CESPRA se traduit également par sa présence dans l'espace médiatique et dans le débat public français. Plusieurs membres de l'unité participent à des émissions de France Culture et publient des articles dans des revues généralistes comme *Esprit*, *Commentaire* ou *Le débat*. Il faut cependant souligner que cette insertion affirmée dans les médias est surtout le fait d'une minorité des membres du laboratoire qui quitteront le CESPRA dans un avenir proche.

Par ailleurs, l'activité éditoriale du laboratoire se distingue par la participation de ses membres à plusieurs comités de revues académiques et par la direction de collection d'éditeurs importants, ce qui constitue un moyen efficace de diffusion des travaux vers un public élargi. Enfin, les membres du laboratoire sont présents dans une entreprise éditoriale majeure avec la sortie d'une édition renouvelée du *Dictionnaire des philosophes français du XVIIIe siècle*.

Il faut souligner que le centre est impliqué dans un projet ERC et le Labex TEPSIS porté par 12 UMR associées au CNRS. La participation des membres du CESPRA à ces projets peut contribuer au renforcement des liens entre l'unité et son environnement.

Enfin, il convient de souligner que le personnel ITA, de par ses très grandes compétences, est un appui de choix à la diffusion de l'expertise des chercheurs du laboratoire.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité

Le Centre d'Etudes Sociologiques et Politiques Raymond Aron, CESPRA, est issu, depuis le 1er janvier 2010, de la fusion de deux laboratoires, le Centre d'études sociologiques du travail et des arts (CESTA) et le Centre de recherches politiques Raymond Aron (CRPRA). Il comprend une trentaine de membres titulaires et permanents de statut EHESS et CNRS (cf. détails à la rubrique « Effectifs de l'unité »). Le Centre est hébergé dans les locaux de l'EHESS. Il dispose de 16 bureaux correspondant à 20 postes de travail.

Dès 2010, un important effort de structuration a été entrepris par la direction. Une structure de gouvernance a été mise en place avec la création d'un conseil de laboratoire, instance de discussion interne des membres de l'unité, qui se réunit régulièrement et contribue à une gestion démocratique des décisions collectives. Le CESPRA s'est également doté d'un règlement intérieur précisant l'organisation du travail et le fonctionnement de l'unité.

Le laboratoire bénéficie d'un personnel d'appui à la recherche aux multiples compétences, fortes et diversifiées (7 ITA de statut EHESS et CNRS) qui contribue résolument au fonctionnement du laboratoire. La fusion de la gestion administrative et financière s'est bien passée mais elle a généré un alourdissement des missions dû à l'augmentation des effectifs, du budget et à la mise en place du logiciel SIFAC. La répartition des tâches administratives et financières s'est améliorée grâce à la présence d'un personnel à mi-temps sur CDD (rémunéré par l'EHESS jusqu'en septembre 2012), mais il faut espérer que les tutelles aideront le laboratoire à trouver une solution à ce problème par le pourvoi d'un poste de gestionnaire à temps plein. Le sort des ingénieurs d'études en statistique travaillant sur un axe voué à disparaître devra être pris en considération au sein de l'unité.



Les membres du laboratoire profitent également d'un fonds documentaire spécialisé en histoire, en philosophie et sociologie politiques, comportant 3000 volumes, ainsi que d'un fonds consacré à Raymond Aron.

Le laboratoire mène une politique volontariste dans l'intégration de ses doctorants. Ces derniers bénéficient d'un séminaire mensuel, point de rencontre leur permettant d'exposer l'avancement de leurs travaux et d'un budget pour l'achat de livres, le financement de missions et les frais de participation à des conférences (13% du budget de l'unité sont ainsi alloués aux dépenses des doctorants). Les doctorants co-animent également les ateliers du laboratoire et sont invités à participer aux colloques organisés par le CESPRA. Enfin, ils enseignent dans un séminaire de la mention « Etudes Politiques » de l'EHESS. Cependant l'étroitesse des locaux ne leur permet pas de disposer d'un espace qui leur serait dédié.

Afin de compenser et d'anticiper les départs à la retraite, le centre se mobilise pour le recrutement de nouveaux membres. Le CESPRA a ainsi accueilli 2 enseignants chercheurs en 2011, 3 en 2012 et 1 CR en 2012. La direction entend poursuivre ses efforts dans le recrutement de nouveaux chercheurs CNRS en accordant son soutien aux postulants à la recherche.

L'instauration d'un nouveau site web en constante réactualisation assure une bonne visibilité des activités du CESPRA. On peut néanmoins regretter l'absence de politique de communication interne et externe dans le projet de l'unité.

La mise en place de procédures de représentation, l'encadrement des doctorants, l'organisation de séminaires, la politique de recrutement et le caractère pluridisciplinaire du centre ont permis de faire émerger un début de vie collective au sein de cette unité. Il y règne visiblement une bonne ambiance de travail, qui témoigne de la dynamique de l'unité. Il faut néanmoins veiller à renforcer l'équipe ITA pour la gestion administrative afin d'assurer un bon développement de l'activité de l'unité.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche

Les doctorants de l'unité sont rattachés à l'Ecole doctorale de sciences sociales de l'EHESS (ED 286) et intégrés à la formation doctorale « Etudes politiques ». Cette Ecole doctorale, d'abord caractérisée par la philosophie et l'Europe, tente maintenant de s'ouvrir à d'autres aires culturelles (Chine, Amérique du Sud), à d'autres disciplines (histoire et sciences sociales) et à des questionnements contemporains, tels que les médias sociaux. Une telle ouverture, tout à la fois culturelle et disciplinaire, a visiblement augmenté l'attractivité de la formation, dont l'effectif est passé de 20 à 40 étudiants, dont un certain nombre de doctorants étrangers qui viennent avec des bourses de leur propre pays, notamment de l'Amérique latine.

Si le rayonnement des différentes individualités se voit également par le nombre de doctorant-e-s qu'ils parviennent à recruter, la qualité de leur encadrement pourrait être améliorée. En effet, il manque une véritable politique de relève, tant du point de vue de la recherche active d'allocations pour les doctorants que du point de vue des publications des doctorants, qui sont insuffisamment encouragés à publier et risquent d'être peu compétitifs au regard des nouveaux critères d'évaluation de la recherche scientifique. Il est à noter cependant que l'insertion professionnelle des docteurs est très bonne (uniquement 6% de chômeurs parmi les docteurs).

Mis à part les enseignements des différents chercheurs et enseignants-chercheurs du centre auxquels ils sont encouragés à assister, les doctorants mettent en avant deux lieux de discussion interne qui leur tiennent particulièrement à cœur. D'une part, il y a un atelier de présentation de thèse organisé une fois par mois au sein de l'Unité qui permet à un doctorant de présenter l'avancée de son travail et de le discuter avec un enseignant-chercheur qui n'est pas son directeur de thèse ainsi qu'avec un doctorant qui fait office de discutant. Une telle présentation oblige le doctorant à se positionner et à participer à un échange très fructueux, aussi bien du point de vue de la méthode que des approches théoriques. D'autre part, il existe depuis deux ans un séminaire de lecture de textes, organisé par les doctorants, autour d'un thème annuel tel que « la vertu en démocratie » ou « les aventures de la loi » ou « la souveraineté en fédéralisme ». Les enseignants-chercheurs titulaires y étant présents, les discussions sont riches et multiples. Enfin, les doctorants sont en train de constituer une association autour de la formation doctorale « Etudes politiques » afin de fédérer les anciens professeurs et élèves de l'Ecole autour de la question du politique.



Quant à l'implication des membres de l'unité dans la formation des masters, elle n'est guère précisée, en particulier dans son lien avec les masters de l'EHESS. De même, la participation des membres de l'unité à des réseaux de formation nationaux et internationaux au sein du monde scientifique n'est pas mise en valeur. En effet, la participation à la formation relève surtout d'une position de conseil au sein du monde économique et social, principalement au titre de la participation à des conseils d'administration et au sein du monde associatif, au titre de la formation citoyenne continue.

Cependant, le centre, en tant que fondateur du Labex TEPISIS (Transformation de l'Etat, Politisation des Sociétés, Institution du Social), participe d'une formation labellisée, donc reconnue dans ses activités pour la formation de la recherche.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans

L'originalité du projet repose sur l'articulation entre, d'une part, un premier axe de recherche relatif à la démocratie représentative (« Formes et régimes politiques, démocratie représentative et théories de la justification »), au titre d'une problématique capitalisant l'héritage scientifique des travaux de nombreux chercheurs du Laboratoire, et, d'autre part, deux autres axes de recherche sur les thèmes « Guerres, révolutions, violences » et « les frontières du politique : individus et espaces publics ». Le projet de développement autour de ces axes, qui est présenté comme une recombinaison des forces et des déplacements qui se sont opérés après la fusion des centres, se retrouve autour d'une question transversale, celle, fondamentalement politique, du commun : le commun ne doit jamais être présupposé mais au contraire appréhendé comme la résultante vulnérable d'un ensemble de processus qui permettent à la vie en commun de s'élaborer et de se construire.

De fait, ces trois axes du projet ne visent pas à sérier des thématiques mais à identifier des problèmes, des préoccupations et des inquiétudes, par exemple, le problème du cosmopolitisme comme processus de subjectivation et manière plurielle d'entrer en société. Ainsi, le premier axe « Formes politiques » porte sur les processus de circulation de certains dispositifs démocratiques et leur emprunt dans d'autres régimes, par exemple totalitaires ou autoritaires, et tente d'élargir la question de la délibération, généralement considérée comme centrale pour le régime démocratique, aux autres formes de communication, notamment la rhétorique et la conversation. Le deuxième axe, « Révolutions et violence », traite de toutes les formes de relations asymétriques et se propose d'analyser, grâce à des approches comparatives, les faits guerriers et les violences de masse mais aussi les violences ordinaires ou prosaïques. Enfin, le troisième axe vise à repenser les frontières du politique à la lumière des relations entre espace public et individus, tradition et modernité, mœurs et engagement politique - relations que des controverses comme celle du port du voile dans l'espace public permettent de mettre particulièrement bien en évidence.

C'est le premier axe de recherche qui contribue fortement à la cohérence globale du projet. Il situe la délibération, l'argumentation, la justification, la conciliation au centre des formes de la démocratie. Il enrichit également la réflexion sur la démocratie représentative en considérant la question de la mutation démocratique ou non de nouveaux régimes politiques dans le monde (voir le cas de la Chine). Il met enfin l'accent sur les pratiques et théories de la justification en matière de démocratie, ce qui permet de caractériser des dispositifs contractualistes du point de vue de la justice et de l'exercice d'un jugement évaluatif publicisé, et leur impact particulier dans les stratégies de développement du monde éducatif, universités incluses. Les deux axes suivants sont plus prospectifs, et moins opérationnels. A propos des guerres et des révolutions prises en compte dans le deuxième axe, si la présence des travaux des historiens est notable, la cohérence d'ensemble de la thématique est limitée, en particulier par le fait de l'absence de positionnement historiographique au-delà du descriptif de situations de guerre et de révolution dans divers continents. Le troisième axe sur les frontières du politique constitue la principale prise de risque dans le projet d'ensemble.



En effet, une partie du débat sur le projet avec le comité a porté sur le dernier axe de recherche, y compris dans son titre même. Si les deux premiers axes semblent cohérents, le troisième axe gagnerait à être mieux travaillé car il donne l'impression d'être un simple agrégat thématique. Certes, un souci d'innovation y est indéniablement présent, avec la réflexion sur la politique des mœurs au sein de l'action, donc sur les formes de subjectivation qui interrogent les fondements de l'identité individuelle, entre systémique et capacité d'agir. Ainsi une telle mise au centre de la subjectivation permet de réinterroger les catégories de l'expérience politique, du type « modernité », « crise », « époque », etc. Cependant, l'expression même de « frontières du politique » dans le titre, ne serait-ce qu'avec le thème également proposé de l'engagement, pose problème : elle contribue à réduire l'opérationnalité du projet d'ensemble, sa mise en programme. De même, le positionnement des concepts mis en œuvre, sous l'expression de « catégories de l'expérience politique » fait débat et contribue donc à limiter la portée heuristique du projet.

La crédibilité de la stratégie de recherche proposée s'en trouve donc affaiblie, en dépit de la forte originalité d'ensemble du projet déjà soulignée. A ce titre, le comité s'inquiète de la transversalité limitée entre ces trois axes de recherche, et leur faible contextualisation dans le paysage général de la recherche. Il en ressort également un manque de visibilité, dans ces nouvelles thématiques, des liens de coopération avec des partenaires extérieurs, en particulier dans l'espace universitaire. Il note également qu'il faudrait mieux mettre en évidence le rôle du droit et de la sociologie, qui paraît relativement mineur dans le projet.



4 • Déroulement de la visite

Dates de la visite :

Début : Lundi 11 février 2013 à 9h00

Fin : Lundi 11 février 2013 à 18h30

Lieu(x) de la visite :

Institution : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales

Adresse : 105 bd Raspail, Paris 6^e

Locaux spécifiques visités : Locaux de l'unité à l'adresse ci-dessus

Déroulement ou programme de visite :

9h00 - 9h45 : Réunion à huis clos du comité d'experts

9h45 - 12h00 : Réunion plénière (présentation du comité et de la démarche d'évaluation par le président du comité de visite ; présentation de l'unité par son directeur ; présentation des pôles par leurs responsables ; présentation des activités des doctorants)

12h00- 12h45 : Réunion avec les représentants des tutelles (EHESS, CNRS)

12h45- 13h00 : Visite des locaux

13h00- 14h00 : Déjeuner

14h00 - 14h45 : Réunion avec les représentants des personnels d'appui à la recherche

14h45 - 16h00 : Réunion avec les doctorants

16h15- 17h00 : Réunion avec le directeur sortant et le directeur du futur contrat

17h00 - 18h30 : Réunion à huis clos du comité d'experts



5 • Statistiques par domaine : SHS au 10/06/2013

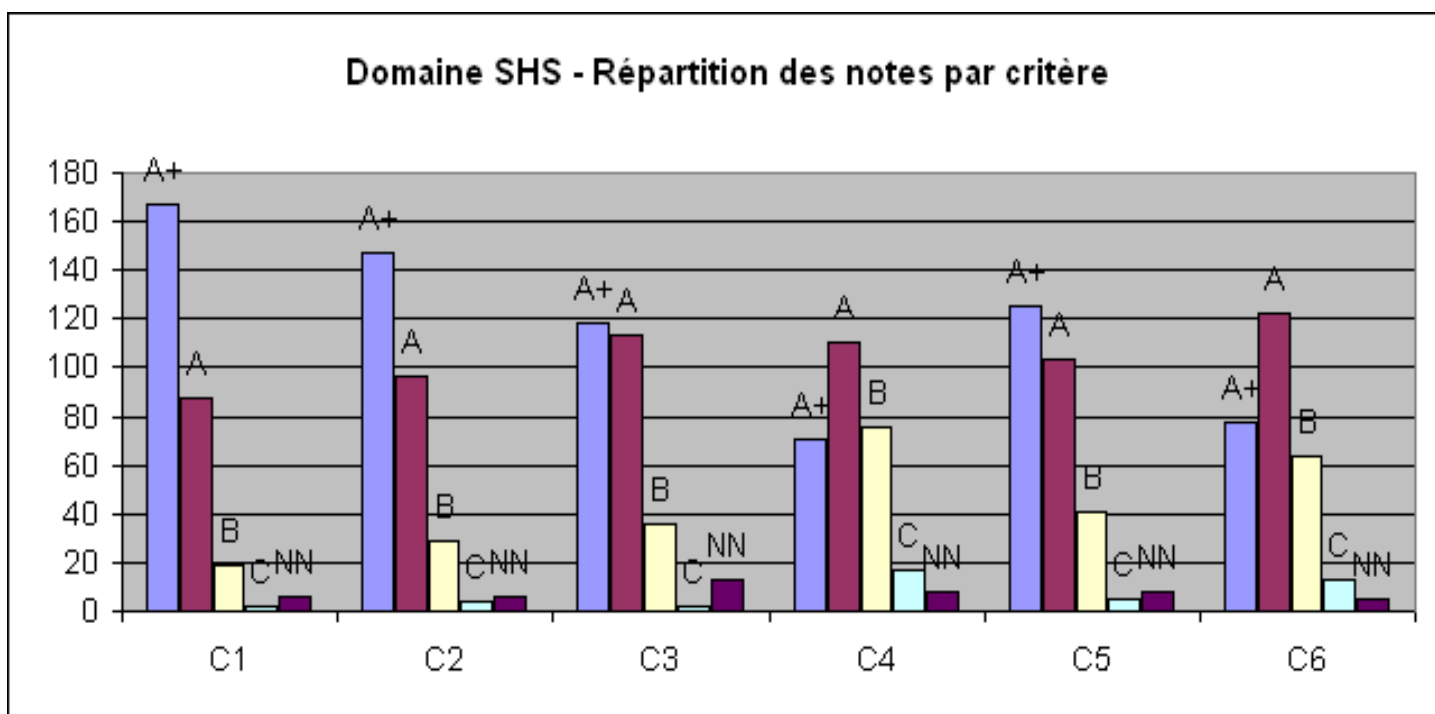
Notes

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	167	147	118	71	125	78
A	88	96	113	110	103	122
B	19	29	36	76	41	64
C	2	4	2	17	5	13
Non Noté	6	6	13	8	8	5

Pourcentages

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	59%	52%	42%	25%	44%	28%
A	31%	34%	40%	39%	37%	43%
B	7%	10%	13%	27%	15%	23%
C	1%	1%	1%	6%	2%	5%
Non Noté	2%	2%	5%	3%	3%	2%

Domaine SHS - Répartition des notes par critère





6 • Observations générales des tutelles

PhC/DD/12-2013

Le président

Paris, le 2 mai 2013

Monsieur Pierre Glaudes
Directeur de la Section des Unités de
Recherche
Agence d'évaluation de la recherche et de
l'enseignement supérieur (AERES)
20 rue Vivienne
75002 Paris

Objet : Réponse au rapport du comité de visite de l'AERES sur le « Centre d'Études Sociologiques et Politiques Raymond Aron » (CESPRA), (S2PUR140005373)

L'EHESS reconnaît l'intérêt des questions posées par le rapport du Comité de visite et des analyses précises sur les forces et les orientations scientifiques du CESPRA. Les propositions du Comité de visite appellent néanmoins une réponse des deux directeurs de l'unité, réponse à laquelle l'Ecole s'associe. Elle affirme notamment le caractère pluridisciplinaire de l'approche du politique porté par le CESPRA.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.



Pierre-Cyrille Hautcœur

Remarques de la direction du CESPRA sur le rapport d'évaluation de l'AERES.

Nous remercions les membres du comité et son président pour le travail d'évaluation qu'ils ont accompli avec sérieux et impartialité. Lors de nos échanges, nous avons eu ensemble l'occasion de regretter que les documents fournis aux membres du comité – malgré l'énorme travail collectif qu'ils ont exigé – ne puissent donner une idée suffisante de l'essentiel pour un centre de recherche, notamment du contenu et de la pertinence des travaux réalisés que seule la lecture d'un échantillon raisonné de nos publications pourrait fournir. Il en résulte une tendance, chez les évalués comme les évaluateurs, à se concentrer sur des caractéristiques formelles, quantitatives ou organisationnelles, importantes et souvent instructives, mais incomplètes. Il n'en demeure pas moins que nous nous retrouvons dans la plus grande partie des descriptions et appréciations du rapport du comité (notamment celle qui indique qu'il serait bon de « donner à l'unité des moyens de gérer des contrats de recherche »). Nous n'avons que des remarques ponctuelles sur l'évaluation proprement dite et une observation plus générale sur les recommandations. Les premières concernent des malentendus ou des inexactitudes qu'il est aisé de dissiper ou de corriger, tandis que la seconde concerne une différence d'appréciation sur ce qui serait bon pour l'avenir du CESPRA.

1 - Remarques ponctuelles sur l'évaluation du bilan :

- Partie 2, « Points à améliorer et risques liés au contexte » : le rapport d'évaluation précise qu'« il convient aussi de noter l'absence d'une prise de position nette dans le projet sur la disparition progressive de la tradition de sociologie de la culture et de l'art dans les activités du centre, d'autant plus que des personnels d'appui à la recherche sont très liés à cette tradition ». Une prise de position nette était présente, dans le bilan, puisque 14 lignes lui sont consacrées page 3 de notre rapport scientifique. Cette disparition progressive est actée. Deux ingénieurs d'études statisticiens (1 CNRS/1 EHESS) dont les travaux relevaient des programmes de recherche liés à cette tradition travaillent encore dans le Centre (2 autres sont partis en retraite). Il y était précisé que l'un travaille depuis deux ans sur un nouveau programme de recherche consacrée à l'évaluation dans l'enseignement supérieur, tandis que l'autre, en assurant des travaux statistiques sur les intermittents du spectacle en relation avec le ministère de la culture, prépare aussi la réorientation de ses activités vers la question de la décision collective. Cette mise au point n'exigeait pas une reprise dans le projet.
- Partie 3, « Appréciation sur l'implication dans la formation à la recherche » : le rapport souligne que les doctorants sont « insuffisamment encouragés à publier et risquent d'être peu compétitifs au regard des nouveaux critères d'évaluation de la recherche scientifique ». Et il ajoute aussitôt : « Il est à noter que l'insertion professionnelle des docteurs est très bonne ». Ces propos font écho à d'autres à la fin de « l'appréciation sur la production et la qualité scientifiques » où le rapport observe que « le débat pour savoir s'il faut, durant le temps doctoral, s'en tenir à l'écriture de la thèse ou commencer déjà à publier demeure peu avancé au sein de laboratoire, faute d'une politique volontariste de publications des doctorants selon les critères scientifiques actuels ». Quelques lignes avant, les membres du comité rappelaient que « le volume des publications et contributions (des doctorants) est important » et que pour 33% d'entre elles, ces publications étaient en anglais. Nous retenons donc que nos doctorants publient de manière satisfaisante et bénéficient d'une bonne insertion professionnelle. Nous regrettons que notre prudence ait pu donner l'apparence d'une indétermination. Il va de soi que, pour nous, l'idéal est la publication d'articles pendant la réalisation de la thèse. Mais de l'idéal à la réalité, il y a le fait que chaque thèse est une aventure singulière. La tendance des étudiants, déjà soumis à la pression en faveur de la publication précoce, est de multiplier les papiers. Nous estimons que céder trop vite à cette pression est nuisible et que cela reconduit les défauts de l'ensemble de nos milieux, doctorants et seniors compris : surproduction, répétition, manque d'originalité ou de pertinence. Une politique volontariste et affichée en la matière nous paraît risquée. Nous préférons un ajustement individualisé et, jusqu'ici, la bonne insertion professionnelle de nos étudiants ainsi que leurs excellentes publications ne nous ont pas convaincu de changer d'attitude.

Dans cette même partie 3, plus loin, le rapport du comité AERES souligne : « Quand à l'implication des membres de l'unité dans la formation des masters, elle n'est pas précisée, en particulier dans son lien avec les masters de l'EHESS ». Notre rapport indiquait à l'inverse que « l'implication du Centre dans la formation se manifeste d'abord par l'ampleur de sa participation aux différentes facettes de l'activité de la mention *Études politiques* (direction, orientation et suivi des étudiants, enseignement, distribution des aides et allocations). Moindre, cette implication n'est pas négligeable dans d'autres mentions (*Sociologie, Histoire, Arts et sciences du langage, SPPS Santé, politiques sociales, populations*) ». Nous soulignons également que tous les membres du centre participent activement à l'enseignement et à l'encadrement pédagogique au sein des masters de l'EHESS, au premier chef dans celui de la mention *Études politiques*.

2 – Deux remarques sur les recommandations du comité :

Nous prenons bonne note de l'orientation générale des recommandations du comité qui nous seront utiles. Celles-ci appellent seulement deux observations de notre part :

- Une remarque ponctuelle : dans les recommandations de sa partie 2 (« Appréciation de l'unité »), la troisième recommandation du rapport aux tutelles est la suivante : « favoriser le développement des coopérations du CESPRA avec d'autres unités de l'EHESS travaillant sur le politique. A ce titre, il serait utile de reconsidérer le projet du CNRS de fusionner le CESPRA avec le CEIFR ». Nous pensons aussi que de telles coopérations seraient bénéfiques et nous comptons sur le LABEX TEPSIS pour les faciliter. En revanche la fusion avec le CEIFR (projet évoqué voici quelque temps par les directions des deux centres) ne nous paraît plus une bonne idée parce qu'il est apparu que le rapport stratégique du CEIFR à son environnement scientifique national et international portait sur l'étude du religieux et non sur la seule articulation du religieux et du politique.
- Une remarque générale : l'invitation des membres du comité à un renforcement de la structuration interne des recherches, à une meilleure institutionnalisation de nos relations externes ainsi qu'à une internationalisation croissante de nos réseaux de recherche va dans le bon sens. Mais il nous faut rester vigilants sur un point : tout en visant à accroître les échanges, nous devons parvenir à éviter la dispersion et à préserver le caractère artisanal de la recherche, qui suscite l'inventivité. Nous pensons qu'il est possible aujourd'hui de finaliser des travaux en développant des approches innovantes, que l'on doit même trouver des financements tant nationaux qu'internationaux en soumettant des angles d'analyses qui ne récapitulent pas des recherches déjà effectuées mais qui témoignent d'une série de décentrement créatifs. C'est bien ce que nous entendons développer dans les trois axes de recherche envisagés. Si le premier axe apparaît aux membres du comité très identifiable, ce dont nous nous réjouissons, il ne faut donc en déduire ni un excès de « prospective » ni un défaut d'« opérationnalité » dans les deux autres. En ce qui concerne le deuxième axe, la discussion lors de la visite a ainsi bien montré que les perspectives adoptées tiennent tout à fait compte de l'historiographie mais que l'analyse des épreuves de violence impose plusieurs recadrages dont les travaux publiés des chercheurs concernés ont déjà prouvé la valeur heuristique. Quant au troisième axe, c'est sa dimension expérimentale et inchoative qui doit être considérée. Loin d'être un « agrégat thématique », il confirme le fait que le Centre s'intéresse à des « problèmes ». Ce terme avait été présenté dans le rapport soumis aux membres du comité comme la cheville de transversalité entre les axes. Rapporté au champ de recherche sur les « frontières du politique », il indique que l'on s'y propose d'examiner la singularité de certaines expériences de tension entre le savoir et l'action afin de mieux caractériser les traditions d'arguments, les logiques de controverses, ou bien encore les dispositifs institutionnels qui les rendent visibles. De ce point de vue, nous estimons que la « forte originalité d'ensemble du projet » augmente les chances de renforcer la « crédibilité de la stratégie de recherche proposée ».

Olivier Remaud (actuel directeur du CESPRA) et Philippe Urfalino (directeur en exercice du CESPRA lors de la visite)